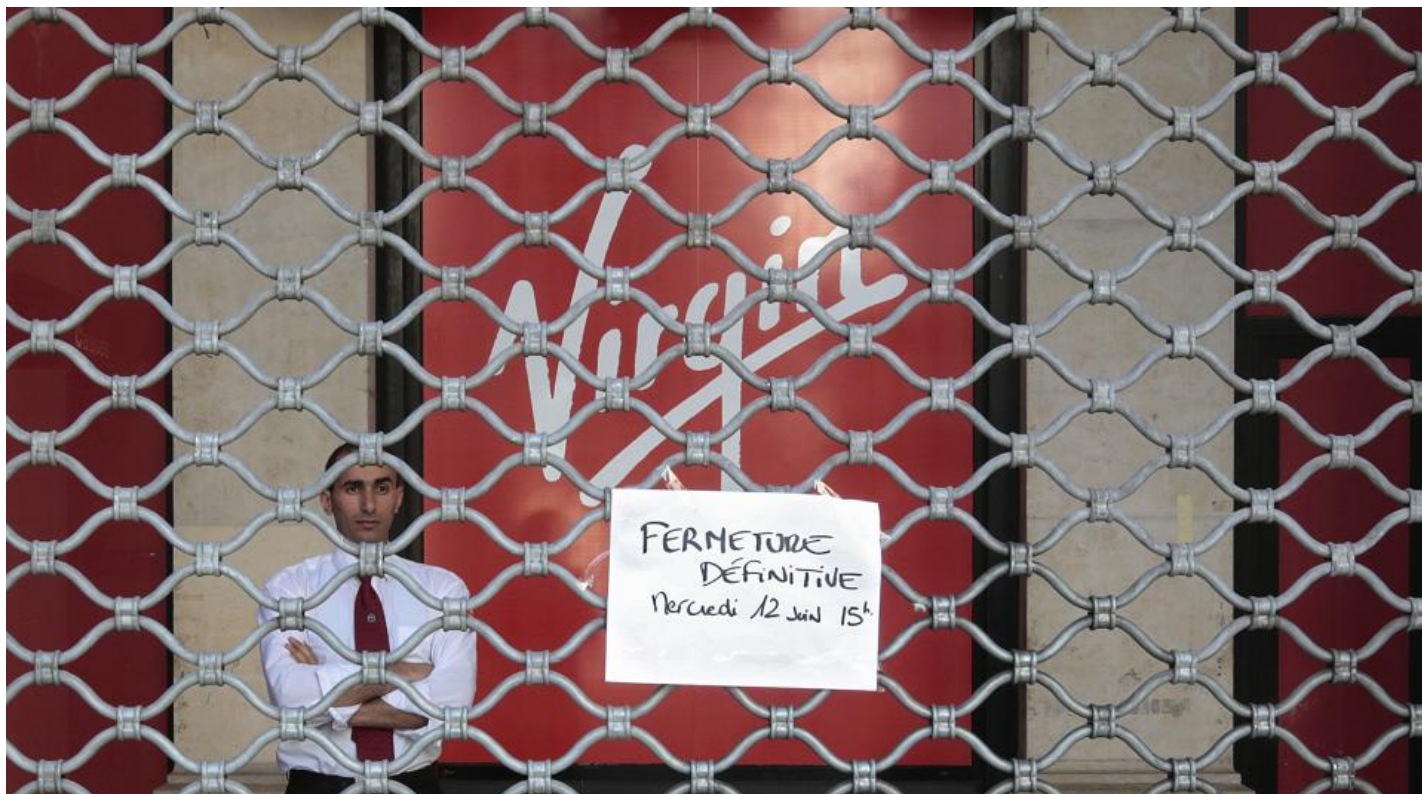


La France, un modèle en faillite ? Pourquoi la situation économique d'avant-crise raconte une toute autre histoire



Mise sous surveillance par l'Union européenne, la France inquiète. A tel point qu'on oublie que juste avant le début de la crise en 2008, le pays se trouvait dans une situation très favorable.



Atlantico : Le déclassement de la France inquiète de plus en plus alors que le pays vient d'être mis sous surveillance par l'Union européenne, un fait que relativise Jean-Marc Ayrault qui assure qu'il préfère être à sa place qu'à celle de l'Irlande ou de l'Espagne. Jusqu'à quel point faut-il s'inquiéter du déclin français ? Est-ce une fatalité ?

Nicolas Goetzmann : Il me semble important de donner un contexte plus large, et considérer d'abord le déclin de l'ensemble de l'Europe. Il ne s'agit pas de comparer un pays à l'autre comme nous pourrions le faire avec l'Allemagne, mais de considérer l'Europe comme une unité économique. Cette unité va très mal, 12 % de chômage, une croissance inexistante depuis 2008, ce qui est à l'origine de déficits budgétaires importants et de l'accroissement du niveau de dette. Au sein de ce contexte Européen, certains pays tirent leur épingle du jeu, comme l'Allemagne, mais étant donné que la moyenne stagne, il est normal que la majorité des états de la zone soient dans cette même situation. **La situation de la France est ici doublement problématique car elle perd des places au sein d'un ensemble lui-même en déclin.** C'est un double effet qui est en effet très préoccupant, mais cette vision permet de dégager deux niveaux différents. Une dimension européenne et une dimension nationale, car les deux ne sont pas de même nature. Le déclin n'est en rien une fatalité, mais le risque est que cette notion vienne mordre sur la mentalité même du pays, ce qui vient accentuer la prophétie.

Nicolas Baverez : La mise sous surveillance renforcée de la France par la Commission européenne est parfaitement fondée. Elle rejoint les alertes lancées par le FMI, la BCE, les Sages allemands ou la Cour des Comptes. **Les propos lénifiants du gouvernement ne peuvent pas masquer la poursuite de la dégradation de l'économie française.** La croissance est très faible en raison du blocage de l'investissement et de l'innovation, de la perte constante de compétitivité, de la chute de l'attractivité du territoire. L'augmentation du coût du travail lamine les marges des entreprises et crée un chômage structurel de masse. La jeunesse, exclue, doit choisir entre le chômage et l'exil, jusqu'à ne voir plus d'avenir que dans la révolte comme l'a montré la récente enquête conduite par Le Monde et France Télévision. Le déficit courant s'élève à 2 % du PIB. Les finances publiques sont sorties de tout contrôle avec un déficit permanent oscillant autour de 4 % du PIB et une dette qui approche rapidement de 100 % du PIB. Dans un tel contexte, la France est très vulnérable à un choc financier qui relancerait la crise de la zone euro.

La France fait de plus en plus figure d'exception en Europe.

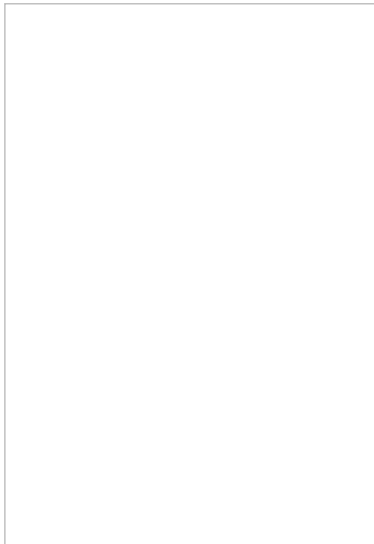
D'abord, elle bascule du déclin relatif vers le déclin absolu. **Depuis 2007, le PIB français est resté stable tandis que la population continuait à augmenter ce qui se traduit par une baisse de 2 % de la richesse par habitant.** Désormais un Français ne dispose plus que de 28.000 euros, soit 12,5 % de moins qu'un Allemand (31.500 euros). La désindustrialisation s'est emballée avec un recul de 16 % de la production industrielle. Le nombre d'emplois marchands a régressé de 16,5 à 15,9 millions. Le gonflement de la dépense publique et des impôts réalise l'euthanasie de la production et de l'emploi privés.

Ensuite, cette situation n'est nullement partagée et la France est en passe de rater le train de la reprise du monde développé et de l'Europe. D'un côté, à l'exemple de l'Allemagne qui cumule croissance stable, plein emploi, formidable excédent commercial (199 milliards d'euros), excédent budgétaire et désendettement public, les pays d'Europe du nord ont surmonté la crise. De l'autre, à l'image de l'Espagne, les pays d'Europe du sud qui se sont réformés émergent de la récession, renouent avec les créations d'emplois et prennent nos parts de marché grâce à leur compétitivité retrouvée.

C'est pourquoi la France représente aujourd'hui un risque majeur pour elle-même comme pour la zone euro.

Pour autant, je ne crois nullement que la France soit vouée à un déclin fatal. Le déclin de la France n'est pas celui des Français. La diaspora hexagonale (environ 3 millions de personnes) s'implante et réussit partout dans le monde, de la City (600.000 Français à Londres) à la Silicon Valley en passant par Hong Kong et Singapour. **Le problème ne vient donc pas des Français mais bien d'un système politique, économique et social qui vit dans les années 70.** Par ailleurs, la France regorge d'atouts qui peuvent être mobilisés au service de son redressement au lieu d'être stérilisés par le carcan réglementaire et fiscal et par les rentes : une démographie dynamique, du capital, une main d'œuvre qualifiée performante, d'excellentes infrastructures, des pôles d'excellence publics et privés, un appareil diplomatique et militaire de qualité, une culture, un mode de vie, une civilisation et des paysages sans équivalents. Il reste à moderniser le modèle français pour le mettre au diapason du XXIème siècle.

»» [Découvrez le livre de Nicolas Baverez, "Lettres béninoises" aux éditions Albin Michel](#)



La situation du pays était-elle déjà préoccupante avant la crise ? Est-ce le "modèle français" en tant que tel qui s'avère être la racine de nos problèmes ?

Nicolas Goetzmann : C'est le grand paradoxe français. **La France était dans une situation très favorable au moment où la crise est apparue, nous avons tendance à l'oublier.** Le niveau de chômage avait atteint un plus bas de 20 ans en février 2008. Le nombre de personnes au chômage baissait alors de 700 000 entre 2005 et 2008 :

Nombre de chômeurs en catégorie A. France. Janvier 96 – Février 2008

De la même façon, la croissance s'accélérait depuis le passage à vide de la crise des « techno » du début des années 2000. Le graphique suivant démontre que le pays progressait à un rythme un peu supérieur à 2.00%, ce qui correspond à son potentiel :

Croissance réelle France 2002-2007 comparée à un seuil de 2.00%.

Cette « belle » période de l'économie française a été séchée totalement par la crise. La croissance s'écroule, le chômage s'envole, les déficits, la dette etc. Ce qui démontre deux choses :

- 1- **Le pays allait dans le bon sens encore en 2008.**
- 2- **La crise est considérée comme étant totalement structurelle alors qu'il ressort des faits que c'est bien la dimension**

conjoncturelle qui domine.

Il est ainsi assez discutable de ne mettre en cause que « le modèle français », car la réalité tend à montrer que cela se passait plutôt bien juste avant la crise, même s'il est évident que ce système est tout à fait perfectible.

Nicolas Baverez : L'origine du décrochage français remonte aux années 1970 et au retard intervenu pour s'adapter aux chocs pétroliers. La France a été lourdement frappée par la crise de 2008 parce qu'elle a frappé une économie et un corps social très affaiblis par plusieurs décennies d'une lente dérive. Le problème fondamental reste celui d'un modèle étatiste, de structures corporatistes et d'une société fermée qui ont été très performants durant les Trente Glorieuses mais qui se révèlent insoutenables dans le contexte de la mondialisation et du passage à l'euro. **Les effets pervers de ce modèle hérité des années 1960 ont été aggravés par une succession d'erreurs de politique économique : le passage aux 35 heures, l'emballement des dépenses et de la dette publiques, le choc fiscal de 3 % du PIB depuis 2012.** Aujourd'hui, le blocage est complet : il n'y a plus ni croissance, ni investissement, ni création d'emplois ; seuls prospèrent les impôts, les chômeurs et les dettes.

Comment la crise a-t-elle abîmé notre potentiel ?

Nicolas Baverez : En 2008, la France a contribué de manière décisive à enrayer le risque de déflation mondiale en sauvant les banques, en injectant des liquidités massives, en soutenant la demande, en conjurant le protectionnisme au sein du G20. Mais, contrairement à l'Allemagne, elle a totalement raté la sortie de crise à partir de 2010 en recourant massivement à la dette au lieu de traiter ses problèmes structurels de sous-compétitivité, de rigidité et de discrimination sur le marché du travail, de dépenses publiques excessives.

Puis François Hollande a fait quatre paris qu'il a tous perdus : le pari de la reprise de la croissance par le cycle et non par les réformes ; le pari de l'inversion de la courbe du chômage par la multiplication des emplois subventionnés par l'Etat ; le pari de la baisse des déficits par le choc fiscal en poursuivant la course folle des dépenses sociales avec le retour à la retraite à 60 ans pour plus de la moitié des Français ; le pari de la dénonciation de l'hégémonie allemande et du soutien au SPD pour faire battre Angela Merkel. Aujourd'hui, la France affronte une heure de vérité : soit elle se réforme en profondeur à partir du pacte de responsabilité qui devra être prolongé et élargi ; soit elle va vers un choc financier et vers une modernisation sous contrainte extérieure, sous la tutelle des marchés, de la Commission européenne et de l'Allemagne. Avec à la clé une crise démocratique et nationale majeure.

Nicolas Goetzmann : Le potentiel du pays est considérablement affaibli pour plusieurs raisons. **Le premier point est la dette, qui s'est accrue d'environ 50 % au cours de cette crise.** Ensuite le chômage, car plus les personnes restent au chômage longtemps, plus leur « employabilité » est menacée, notamment en raison des pertes en qualification engendrées par le fait de ne pas être en activité. **Le chômage conjoncturel se transforme en structurel avec le temps.** Même chose pour l'investissement, qui est la composante du PIB qui a le plus souffert au cours de la crise, et l'investissement c'est bien le moteur de la croissance de demain. L'écart représenté ci-dessous entre la réalité de l'investissement en France et sa tendance pré-crise est édifiant :

Formation Brute de Capital Fixe (nominal). France comparée à sa tendance pré-crise.

Ensuite il y a des raisons plus « politiques ». Car les réponses qui ont été apportées à cette crise ont été élaborées sur la base de diagnostics « structurels », alors que la crise est principalement conjoncturelle. A partir d'un diagnostic défaillant, il est rare d'administrer le bon remède. **Les hausses d'impôts réalisées ces dernières années ont eu par exemple un effet dramatique.** Nous ne pourrions opérer les nécessaires réformes structurelles du pays qu'à partir du moment où le conjoncturel sera traité. Il est à ce propos assez édifiant de constater que la Réserve Fédérale américaine vient de publier ses comptes rendus de 2008 et qu'il en ressort une faute majeure : les gouverneurs se sont beaucoup trop appuyés sur les chiffres de l'inflation, ce qui les a induits en erreur car ces derniers ont masqué la réalité de la chute de l'activité. Ce qui a conduit la FED à ne pas réagir, ni dans les temps, ni dans l'ampleur suffisante. Les mêmes causes ont entraîné les mêmes effets en Europe.

Quelles sont en conséquence les mesures qui nous permettraient de sortir de ce cercle vicieux ?

Nicolas Goetzmann : Encore une fois, la sortie de crise doit se traiter à deux niveaux, qui sont en fait complémentaires. Ce que nous avons en commun avec les autres pays de la zone euro, ce n'est pas un budget, ou le droit du travail, c'est une monnaie. **Celle-ci n'est pas défaillante en elle-même, c'est la politique monétaire qui y est attachée qui s'est révélée inadaptée aux circonstances bien particulières de cette crise.** C'est ce qu'ont constaté les Etats-Unis par exemple. Il convient donc de modifier le mandat de la Banque centrale européenne pour viser, non pas un seuil d'inflation, mais par exemple un seuil de croissance nominale. Ce qui permettra d'éviter une rechute, mais surtout de régler le problème conjoncturel que traverse la zone euro.

Ensuite au niveau national. Dès lors que la conjoncture sera favorable, de nombreuses possibilités peuvent s'ouvrir au pays : une double baisse de la fiscalité : aussi bien sur le travail que sur le niveau d'impôt sur le revenu. La mise en place du contrat « unique » qui permettra enfin de ne plus avoir différentes catégories de salariés, et donnera la fluidité nécessaire au marché du travail. Mais ce type de réformes ne peuvent être mise en place qu'à partir du moment où la croissance revient, pour former un consensus politique.

L'ensemble repose sur une grande négociation aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Non pas pétrole contre nourriture, mais modification du mandat de la BCE contre réformes du droit, social, budgétaires et fiscales. Sans cela, le déclin va devenir un horizon.

Nicolas Baverez : La priorité absolue doit aller au rétablissement de l'appareil de production et de la compétitivité, comme cela a été

fait aux Etats-Unis. L'économie française n'est pas spécialisée dans l'industrie comme l'Allemagne ou la finance comme le Royaume-Uni. Mais elle peut marcher sur six pieds : l'agriculture, l'industrie, les services, la finance, le BTP, le tourisme. **Il n'y pas un seul de ces secteurs qui ne soit aujourd'hui sinistré ; tous doivent être relancés par la compétitivité**, ce qui permettra de relancer l'emploi, l'investissement, l'innovation et de générer des recettes fiscales durables. Parallèlement, il faut rendre le travail flexible et réformer l'assurance chômage tout en améliorant la formation et l'employabilité des salariés. Les jeunes et les immigrés doivent être réintégrés dans l'économie et la société. Du côté de la sphère publique, tout se jouera dans la capacité à effectuer une véritable baisse de la dépense publique qui doit passer de 1 150 à 1 100 milliards d'euros d'ici à 2017, notamment grâce à **l'abandon des 35 heures, à la suppression de la PPE, à la rationalisation des compétences et des niveaux de collectivités locales, à la réforme de l'assurance-chômage et au report progressif à 65 ans de l'âge de départ à la retraite** comme dans tous les autres pays développés.

Dès lors que ces réformes seront mises en place, la confiance reviendra entre la France et l'Allemagne, ce qui autorisera un pilotage commun de l'euro. Autour de trois principes : acter le renforcement des institutions de la monnaie unique pour pouvoir gérer les futurs chocs internes ou externes ; impulser une stratégie plus favorable à la croissance en combattant la déflation et en mettant fin à la surévaluation de l'euro ; relancer l'intégration politique, économique et sociale de la zone euro pour en faire le cœur de l'Europe. **Ces remèdes sont aussi bien connus que les causes de la maladie qui ronge notre pays. Il ne reste plus qu'à les mettre en œuvre.** C'est désormais la responsabilité historique de François Hollande. S'il se dérobe en 2014 après avoir engagé le pays en 2012 dans une expérience suicidaire, il sera balayé.

Pour lire le Hors-Série Atlantico, c'est ici : "[France, encéphalogramme plat : Chronique d'une débâcle économique et politique](#)"

